

Genève en bref

Survol des négociations à l'OMC sur l'agriculture

C'est Azevêdo! La course est finie.

Le dernier tour de consultation au sujet de qui sera le prochain directeur général de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), qui s'est déroulé du 1^{er} au 7 mai, s'est terminé par la victoire du candidat du Brésil, M. Roberto Azevêdo, qui l'a remporté sur M. Herminio Blanco, du Mexique.

Le Comité de sélection, que l'on se plaît à appeler la Troïka, et qui est constitué du président du Conseil général, l'ambassadeur du Pakistan auprès de l'OMC, M. Shahid Bashir; du président de l'Organe de règlement des différends, l'ambassadeur du Canada Jonathan Fried et du président de l'Organe d'examen des politiques commerciales, l'ambassadeur de Suède Joakim Reiter, s'est retrouvé à l'occasion d'une réunion informelle de l'ensemble des membres, le 8 mai, et a déclaré aux délégations que l'ambassadeur du Brésil auprès de l'OMC, M. Roberto Azevêdo, était des deux candidats celui qui avait les meilleures chances de recueillir un consensus, étant donné le fort soutien qu'il obtient des pays de tous les niveaux de développement et de toutes les régions géographiques.

Selon la Troïka, M. Azevêdo était en tête du peloton lors de chacun des trois tours, et il a été le candidat qui a récolté le plus de soutien tout au long du processus. M. Blanco, quant à lui, a bénéficié du soutien de l'UE, qui a voté pour lui, bien que l'on ait prétendu que ses États-membres étaient partagés entre les deux candidats.

Les États-Unis ont également apporté leur soutien à M. Blanco, de déclarer des sources, bien qu'ils aient également considéré que l'ambassadeur du Brésil était acceptable pour eux. Le représentant au Commerce des États-Unis par intérim, M. Demetrios Marantis, qui sera bientôt remplacé par M. Mike Froman (qui a été nommé par le président Obama, le 2 mai, pour remplacer M. Ron Kirk), s'est félicité, peu après l'annonce, de la recommandation de la Troïka de nommer l'ambassadeur Azevêdo le prochain directeur général.

« [Traduction] Les membres de l'OMC disposaient d'un excellent bassin de candidats parmi lesquels choisir notre prochain directeur général, particulièrement dans le cas des deux finalistes. Tous deux sont de solides dirigeants », a déclaré M. Marantis dans une déclaration, ajoutant que son pays « se réjouit de se rallier à la décision consensuelle par laquelle M. Roberto Azevêdo a été sélectionné comme le prochain directeur général de l'OMC ».

« [Traduction] Nous nous réjouissons d'avance de travailler avec lui et avec nos autres collègues membres pour que notre organisation soit solide, pertinente et productive au cours des années à venir », a déclaré M. Marantis.

M. Karel De Gucht, le commissaire au Commerce de l'UE, a fait écho à ce message en déclarant que « [traduction] bien qu'il appartienne à tous les membres de l'OMC de tracer la route à suivre, nous sommes convaincus que M. Azevêdo aidera tous les membres de l'OMC à remettre le programme multilatéral sur la bonne voie ».

M. Azevêdo, dont la candidature avait été confirmée à la fin de décembre 2012, était principalement critiqué pour son manque d'expérience ministérielle. Ceux qui doutaient de lui s'inquiétaient de sa capacité à être un courtier honnête, étant donné la situation du Brésil comme l'un des plus importants acteurs de l'OMC. Pourtant, le diplomate brésilien a recueilli des louanges unanimes de l'ensemble des membres pour ses connaissances et sa compréhension des enjeux et de ce qu'il faut faire pour remettre les négociations sur la bonne voie.

Des fonctionnaires ont déclaré que M. Azevêdo était soutenu par les autres pays du groupe BRICA (Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud) et la majorité des autres membres en développement, ce qui lui a permis, comme l'a fait observer la Troïka, de recueillir constamment le plus fort soutien lors de chacun des trois tours.

M. Azevêdo souhaite prendre ses distances par rapport à M. Lamy, à qui l'on a reproché de faire peu de cas des hauts fonctionnaires et des ambassadeurs, pour se concentrer davantage sur les ministres du Commerce. Le diplomate brésilien a insisté sur le fait que les ministres négocient habituellement lorsque les accords sont à 98 % terminés, car la plupart d'entre eux ne sont pas entièrement au courant des menus détails des négociations, qui sont menées au niveau des hauts fonctionnaires/ambassadeurs. C'est cette dynamique qu'il souhaite rétablir à l'OMC pour contribuer à sortir Doha de l'impasse.

Le prochain défi : Bali

Le diplomate brésilien devra mettre la main à la pâte très bientôt, étant donné l'importance que revêt la prochaine Conférence ministérielle de l'OMC (CM9) pour la crédibilité de l'institution et l'avenir du programme de Doha pour le développement (PDD).

« [Traduction] Nous sommes sur le point de perdre un système précieux », a dit M. Azevêdo lors de sa première conférence de presse, après avoir été sélectionné comme directeur général. « Nous devons faire de notre mieux pour garantir que Bali produise des résultats importants sur le fond (...) et injecte un sentiment de confiance pour négocier et s'engager constructivement à produire des résultats. »

Le Brésil, qui préside également le groupe du G-20 de pays en développement, a récemment été relativement prudent en déposant des propositions pour la CM9, certainement parce que son ambassadeur était dans la course au principal poste de l'OMC, comme l'ont prétendu certaines sources.

En fait, la proposition du Brésil sur l'administration des CT a été bien accueillie par les membres de l'OMC, bien que le Japon s'y soit opposé et que la Chine, un membre du G-20, ait refusé de lui donner son aval. Cependant, d'autres acteurs clés de l'OMC, parmi lesquels les États-Unis, ont quant à eux bien accueilli l'initiative, décrivant la proposition comme bien « calibrée » pour Bali.

Le G-20 est également chargé de rédiger une proposition sur un enjeu davantage controversé; en l'occurrence la concurrence à l'exportation. Mais cette fois-ci, la distribution du document qui devrait aborder, entre autres enjeux, l'élimination des subventions à l'exportation conformément à la Déclaration ministérielle de Hong Kong de 2005, a été retardée et le document n'a pas encore été diffusé aux membres.

L'UE a ouvertement mis en garde contre l'inclusion de l'élimination des subventions à l'exportation comme élément de l'ensemble de Bali, reliant cet enjeu au reste du PDD, et plus particulièrement à l'élimination parallèle de toutes les formes de subventions à l'exportation de produits agricoles et aux disciplines sur toutes les mesures d'exportation ayant un effet équivalent, c.-à-d. les crédits à l'exportation, les garanties de crédit à l'exportation et les programmes d'assurance, les entreprises commerciales d'État exportatrices de produits agricoles et l'aide alimentaire internationale. Les É.-U. ont également laissé entendre que le règlement de cette question pourrait être trop complexe pour la CM9.

À cet égard, et compte tenu de l'arrivée de M. Azevêdo à la barre de l'OMC, certains fonctionnaires prévoient que la proposition du G-20 évitera toute controverse éventuelle. Cependant, dans une version provisoire de la proposition, intitulée *Décision ministérielle sur la concurrence à l'exportation*, qui a été divulguée à la suite d'une fuite, on propose que les pays développés acceptent de remanier leurs engagements de réduction des subventions à l'exportation en a) réduisant de 50 % leurs engagements en matière de dépenses budgétaires d'ici la fin de 2013 et b) réduisant les engagements en matière de quantités des exportations à « des quantités moyennes effectives durant la période de base de 2003 à 2005 ».

S'agissant de l'élimination parallèle des subventions à l'exportation et des disciplines pour toutes les mesures d'exportation ayant des effets équivalents, le document provisoire propose de conserver ceci comme priorité de négociation après la CM9. Le projet de proposition ne précise cependant pas un nouveau délai pour l'élimination totale des subventions à l'exportation.

Un fonctionnaire a décrit le projet comme étant moins contraignant que l'élimination complète et effective des subventions à l'exportation cette année que défend l'Argentine. Cependant, si le projet actuel finit par être la proposition finale du G-20 sur la concurrence à l'exportation, les pays émergents devront être disposés à faire des concessions dans d'autres secteurs de l'ensemble de Bali, notamment la facilitation des échanges, a déclaré avec insistance le fonctionnaire.

Un autre problème auquel le nouveau directeur général devrait s'attaquer pour redonner vie au PDD moribond est la façon d'établir une différence nette entre les pays en développement et les économies émergentes comme l'Inde, la Chine et le Brésil, lorsqu'il s'agit des engagements futurs de l'OMC. Les É.-U. ont répété à plusieurs reprises que les pays émergents devraient faire davantage pour rendre compte de leur niveau de développement. Les observateurs déclarent que comme il est Brésilien, M. Azevêdo est bien placé pour comprendre l'importance de trouver la solution à cette question critique, qui est considérée comme déterminante pour l'avenir des négociations.

« [Traduction] J'espère que j'ai fait comprendre très clairement que le Cycle de Doha est ma priorité absolue, en raison des choses qui sont en jeu dans le cycle et qui sont extrêmement importantes pour ce que nous faisons pour le commerce, mais également parce qu'en les débloquant, nous sortirons l'organisation de sa paralysie. Et nous devons trouver la solution la plus rapidement possible », selon les propos du diplomate brésilien que l'on a cité.

Une réunion spéciale du Conseil général sera convoquée pendant la matinée du 14 mai pour nommer officiellement M. Azevêdo comme prochain directeur général pour un mandat de quatre ans, qui commencera le 1^{er} septembre 2013.

Prochains événements

- Réunion spéciale du Conseil général – Nomination du prochain directeur général, 14 mai 2013
- Salon vert, 15 mai 2013,
- XVII^e série du PTP, 15-24 mai 2013, Lima
- Forum annuel de l'OCDE, 27-31 mai 2013, Paris
- Réunion informelle du Comité des négociations commerciales, 31 mai 2013
- Session ordinaire du Comité de l'agriculture, 13-14 juin, 4 septembre
- Conseil général, 24-25 juillet, 8-9 octobre, 5-6 novembre 2013
- Délai pour les résultats escomptés de Bali, août 2013
- Forum public de l'OMC, 1^{er}-3 octobre 2013
- Sommet des dirigeants de l'APEC, 1^{er}-8 octobre 2013
- 9^e Conférence ministérielle (CM9) de l'OMC, 3-6 décembre 2013, Bali

Genève en bref est publié par les Producteurs laitiers du Canada, les Producteurs de poulet du Canada, les Producteurs d'œufs du Canada, les Éleveurs de dindon du Canada et les Producteurs d'œufs d'incubation du Canada. On y fait état des divers événements qui se déroulent à Genève, particulièrement dans le cadre des négociations de l'OMC sur l'agriculture.].

Pour obtenir de plus amples renseignements ou formuler des observations, veuillez visiter :

www.producteurslaitiers.ca, www.poulet.ca, www.lesoeufs.ca, www.leseleveursdedindonducanada.ca, www.cbhema.com.